

Représentation des femmes au sein des conseils d'administration et dans les postes de dirigeants, 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 29 mai 2023

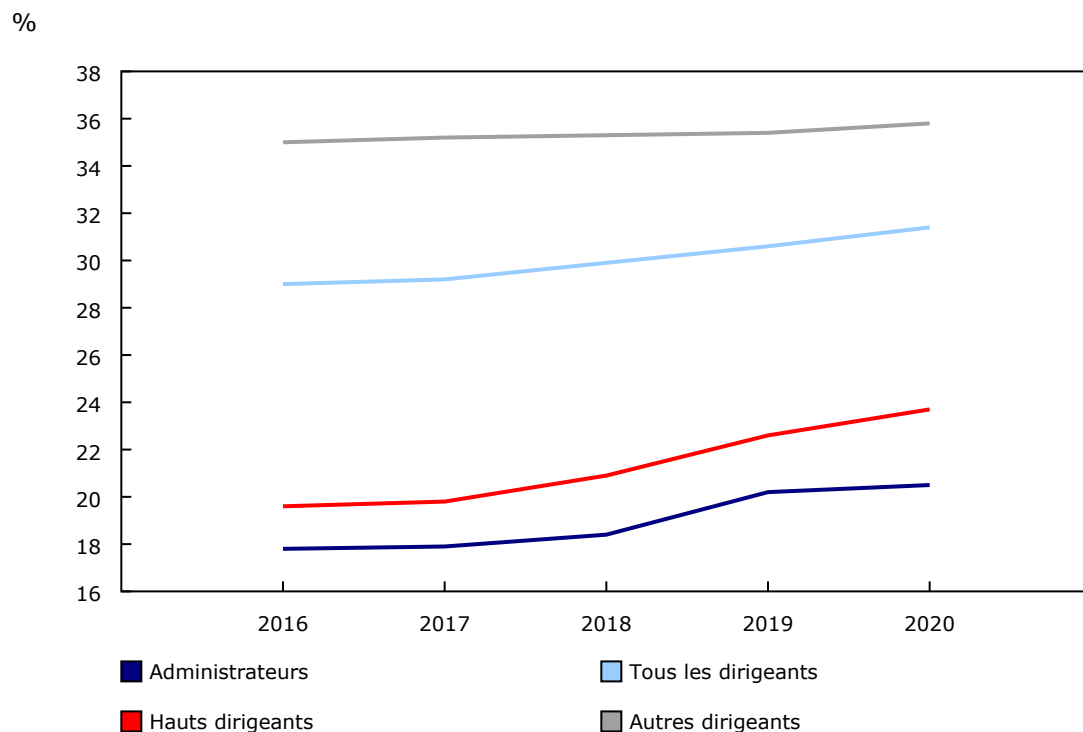
Statistique Canada publie de nouvelles données sur la composition, selon le genre, des personnes occupant un poste de direction et de prise de décisions stratégiques au sein des entreprises cotées en bourse, des entreprises privées et des entreprises publiques gouvernementales exerçant des activités dans diverses industries au Canada.

Le présent communiqué comprend des données de 2019 et 2020 et offre un portrait de la représentation des femmes dans les postes d'administratrice et de dirigeante durant la première année de la pandémie de COVID-19. La pandémie a entraîné des répercussions considérables sur l'emploi des femmes, où [plus de la moitié des pertes d'emploi observées d'une année à l'autre a été enregistrée chez les femmes de mars 2020 à février 2021](#). Malgré ces difficultés, de modestes hausses de la représentation des femmes au sein des postes de cadres ont été enregistrées de 2019 à 2020.

Des renseignements supplémentaires ainsi que d'autres statistiques et études liées au genre et aux entreprises sont accessibles en accédant au carrefour [Statistiques sur le genre, la diversité et l'inclusion](#), au portail [Statistiques sur le rendement des entreprises et la propriété](#) et à l'[Outil de visualisation : Représentation des femmes au sein des conseils d'administration et dans les postes de dirigeantes](#).



Graphique 1 Représentation des femmes dans les postes de cadres, 2016 à 2020



Source(s) : Tableau 33-10-0501-01.

Un peu plus de 1 poste d'administrateur sur 5 est occupé par une femme

En 2020, les femmes occupaient un peu plus d'un cinquième (20,5 %) des 17 996 sièges au sein des conseils d'administration, en légère hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à la proportion de femmes occupant de tels postes en 2019.

La majorité des conseils d'administration ne comptaient aucune femme administratrice : 59,7 % des 5 810 conseils d'administration faisant partie de l'ensemble de données ne comptaient que des hommes. Plus d'un quart (28,0 %) des conseils d'administration comptait une femme administratrice, alors que les conseils d'administration comptant deux femmes administratrices ou plus représentaient 12,3 % de l'ensemble de données.

Les services d'enseignement, la finance et les assurances ainsi que les services publics affichent la plus importante représentation de femmes administratrices

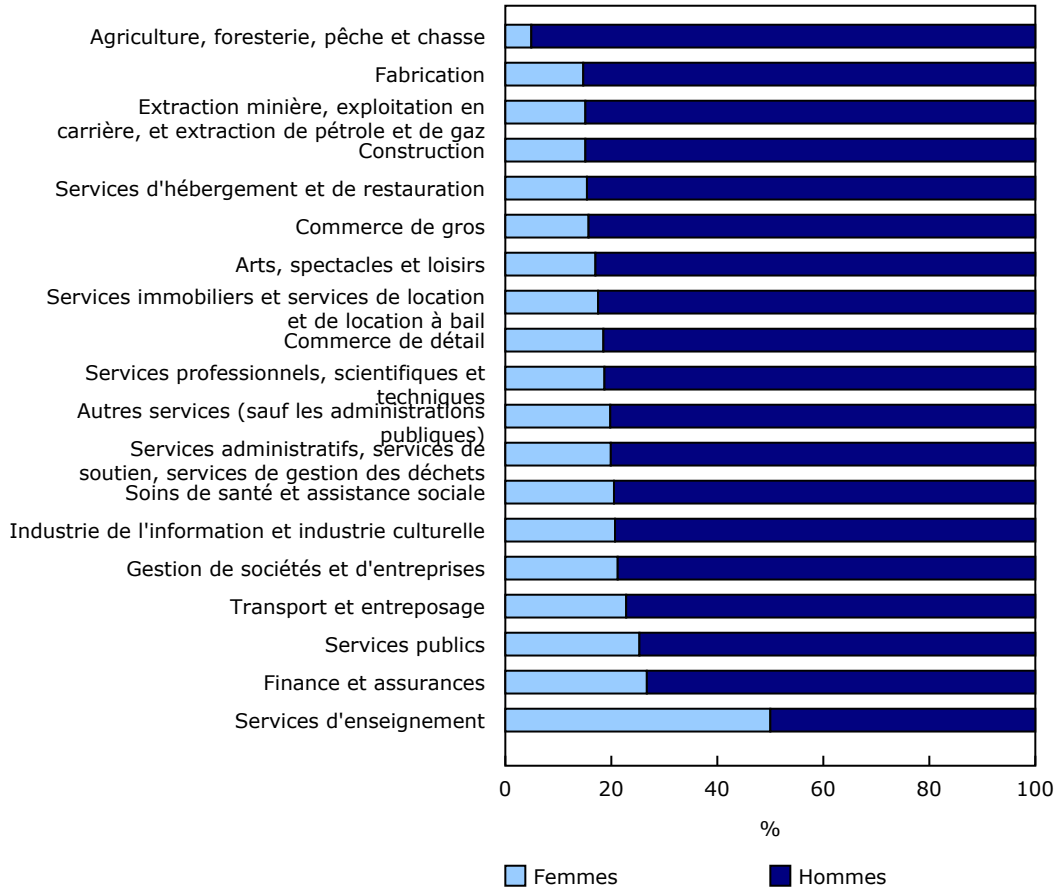
Les services d'enseignement constituaient la seule industrie dans laquelle les conseils d'administration ont atteint la parité des genres : en 2020, la moitié des administrateurs dans cette industrie étaient des femmes. Toutefois, avec 30 sièges au sein de ses conseils d'administration, cette industrie a enregistré à la fois le moins grand nombre de postes d'administrateur et le moins grand nombre de femmes administratrices.

L'industrie de la finance et des assurances a affiché la deuxième proportion de femmes administratrices la plus élevée : elles occupaient 26,7 % des sièges au sein des conseils d'administration.

Les entreprises classées comme étant des organismes offrant des services publics (25,3 %) se situaient en troisième place en ce qui a trait à la proportion de femmes administratrices, suivies des entreprises qui exercent leurs activités dans le secteur du transport et de l'entreposage (22,8 %).

L'industrie de l'agriculture, où 1 siège sur 20 au sein des conseils d'administration était occupé par une femme, a enregistré la plus faible proportion de femmes administratrices.

Graphique 2
Proportion des femmes membres d'un conseil d'administration, selon l'industrie, 2020



Source(s) : Loi sur les déclarations des personnes morales (2503).

Les entreprises publiques gouvernementales affichent la proportion la plus élevée de femmes siégeant à des conseils d'administration

À l'instar des années précédentes, les femmes étaient les mieux représentées au sein des conseils d'administration d'entreprises publiques gouvernementales en 2020, représentant 34,8 % de tous les postes d'administrateur. Les entreprises cotées en bourse figuraient au deuxième rang à ce chapitre, avec une proportion se chiffrant à 25,2 %. Les femmes occupaient un peu moins d'un cinquième des sièges des conseils d'administration des entreprises privées, dans une proportion de 19,8 %. Les entreprises privées ont tendance à être le principal facteur à l'origine de la proportion globale des femmes administratrices dans l'ensemble des types d'entreprises, car les sièges de leurs conseils d'administration représentaient près de 90 % de tous les postes d'administrateur en 2020.

Une majorité des entreprises cotées en bourse comptaient au moins une femme administratrice : 85,1 % des conseils d'administration de ces entreprises comptaient au moins une femme administratrice, comparativement à 69,8 % des conseils d'administration des entreprises publiques gouvernementales et à 38,4 % des conseils d'administration des entreprises privées.

La proportion des femmes dirigeantes continue de croître, quoiqu'à un rythme lent

En 2020, les femmes occupaient 31,4 % des 14 807 postes de dirigeant dans l'ensemble des entreprises qui exercent leurs activités au Canada. Il s'agit d'une croissance de 0,8 point de pourcentage par rapport à 2019, une légère hausse qui est néanmoins plus prononcée que celle enregistrée pour les femmes administratrices.

Les femmes sont moins susceptibles d'être représentées dans les postes de haute direction

À l'instar des années précédentes, les femmes qui assument un rôle de direction étaient moins susceptibles d'occuper des postes de haute direction. En 2020, une plus petite proportion de femmes occupaient un poste de haut dirigeant par rapport aux postes de la catégorie des autres dirigeants : les femmes occupaient moins d'un quart (23,7 %) des postes de haut dirigeant et plus d'un tiers (35,8 %) des postes de la catégorie des autres dirigeants.

Les femmes occupant des postes de haute direction étaient plus susceptibles d'être vice-présidentes directrices (27,8 %) et moins susceptibles d'être présidentes de la société (1,3 %). Parmi les postes de la catégorie des autres dirigeants, les femmes représentaient plus de la moitié (58,9 %) des 1 437 personnes au poste de secrétaire adjointe. En revanche, 1 poste de trésorier sur 5 (20,3 %) était occupé par une femme.

L'industrie de l'information et l'industrie culturelle affichent une des plus fortes proportions des femmes dirigeantes

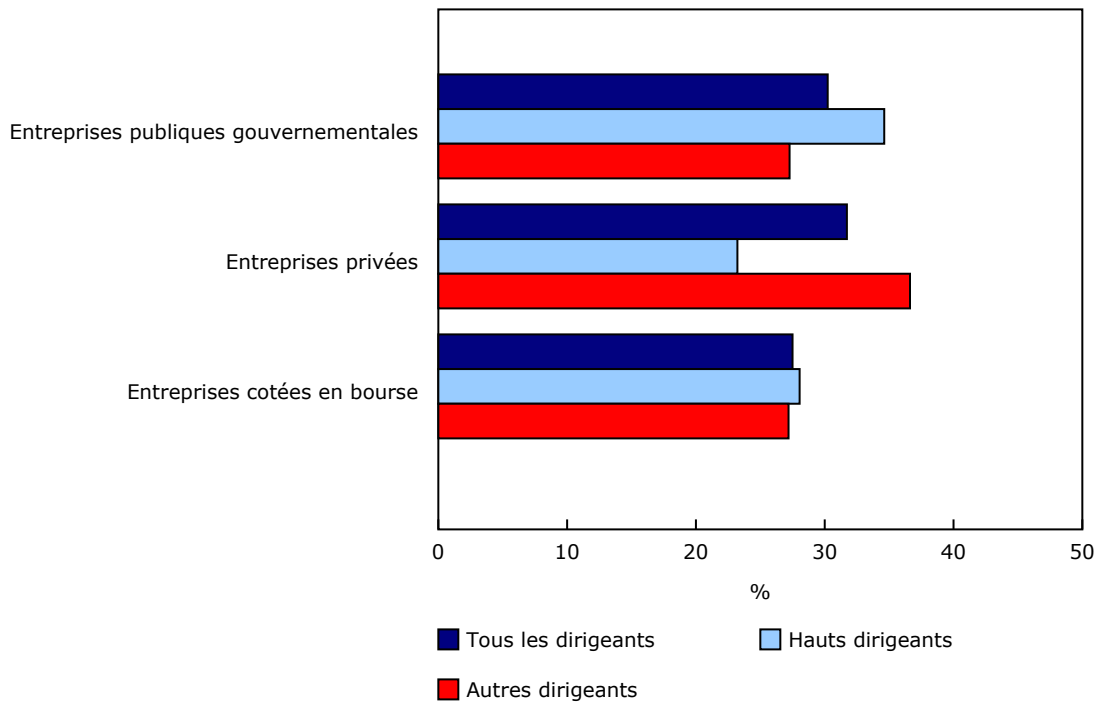
Comptant une proportion de 45,6 % de femmes dirigeantes en 2020, l'industrie des « Autres services (sauf les administrations publiques) » a presque atteint la parité des genres. La deuxième proportion de femmes dirigeantes la plus haute (41,2 %) a été enregistrée dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle. Cette proportion était plus de trois fois celle constatée dans l'industrie de l'agriculture (12,0 %), où les femmes dirigeantes étaient les moins représentées.

Près de 1 poste de dirigeant sur 3 était occupé par une femme au sein des entreprises privées

Bien que les entreprises privées aient tendance à enregistrer la plus faible proportion de femmes administratrices parmi tous les types d'entreprises, en 2020, leur proportion de femmes dirigeantes (31,7 %) était plus élevée que celles enregistrées par les entreprises publiques gouvernementales (30,2 %) et par les sociétés cotées en bourse (27,5 %).

La plus forte représentation de femmes dirigeantes au sein des entreprises privées était attribuable à la catégorie des autres dirigeants : plus d'un tiers (36,6 %) des personnes occupant un poste dans la catégorie des autres dirigeants étaient des femmes au sein des entreprises privées, comparativement à 23,2 % des personnes occupant un poste de haute direction au sein de ces entreprises.

Graphique 3
Représentation des femmes dans les postes de dirigeants, par type d'entreprise, 2020



Source(s) : Tableau 33-10-0501-01.

Tableau 1
Représentation des femmes au sein des conseils d'administration et des postes de dirigeants,
selon l'industrie, 2019

	Administrateurs		Hauts dirigeants		Autres dirigeants	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
	%					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]	4,6	95,4	25,5	74,5	24,8	75,2
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz [21]	14,1	85,9	23,1	76,9	39,7	60,3
Services publics [22]	24,1	75,9	31,9	68,1	39,8	60,2
Construction [23]	14,8	85,2	17,7	82,3	41,0	59,0
Fabrication [31-33]	14,2	85,8	23,5	76,5	34,3	65,7
Fabrication d'aliments [311]	18,2	81,8	24,4	75,6	36,0	64,0
Commerce de gros [41]	16,1	83,9	24,6	75,4	40,6	59,4
Commerce de détail [44-45]	17,0	83,0	27,5	72,5	32,1	67,9
Transport et entreposage [48-49]	22,8	77,2	17,3	82,7	35,9	64,1
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]	15,5	84,5	21,9	78,1	41,0	59,0
Télécommunications [517]	21,5	78,5	29,4	70,6	44,1	55,9
Finance et assurances [52]	26,4	73,6	22,7	77,3	34,8	65,2
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]	17,6	82,4	19,6	80,4	33,5	66,5
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]	18,4	81,6	24,5	75,5	38,7	61,3
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]	20,4	79,6	22,0	78,0	32,7	67,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]	21,3	78,7	20,8	79,2	38,6	61,4
Services d'enseignement [61]	32,0	68,0	10,0	90,0	16,7	83,3
Soins de santé et assistance sociale [62]	19,8	80,2	19,0	81,0	33,8	66,2
Arts, spectacles et loisirs [71]	14,8	85,2	33,3	66,7	44,0	56,0
Services d'hébergement et de restauration [72]	32,6	67,4	26,5	73,5	37,3	62,7
Autres services (sauf les administrations publiques) [81]	21,0	79,0	12,5	87,5	29,8	70,2

Source(s) : Loi sur les déclarations des personnes morales (2503).

Tableau 2
Représentation des femmes au sein des conseils d'administration et des postes de dirigeants,
selon l'industrie, 2020

	Administrateurs		Hauts dirigeants		Autres dirigeants	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
	%					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]	4,9	95,1	0,0	100,0	14,3	85,7
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz [21]	15,1	84,9	13,0	87,0	27,9	72,1
Services publics [22]	25,3	74,7	29,2	70,8	30,4	69,6
Construction [23]	15,1	84,9	13,7	86,3	24,3	75,7
Fabrication [31-33]	14,5	85,5	16,0	84,0	30,5	69,5
Fabrication d'aliments [311]	15,5	84,5	19,0	81,0	33,7	66,3
Commerce de gros [41]	15,7	84,3	21,7	78,3	33,9	66,1
Commerce de détail [44-45]	18,5	81,5	16,2	83,8	29,6	70,4
Transport et entreposage [48-49]	22,8	77,2	31,0	69,0	27,6	72,4
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]	21,7	78,3	47,1	52,9	43,5	56,5
Télécommunications [517]	16,4	83,6	29,2	70,8	25,0	75,0
Finance et assurances [52]	26,7	73,3	27,1	72,9	40,7	59,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]	17,5	82,5	24,4	75,6	36,7	63,3
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]	18,7	81,3	18,1	81,9	34,3	65,7
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]	21,2	78,8	24,0	76,0	37,2	62,8
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]	19,9	80,1	19,1	80,9	36,6	63,4
Services d'enseignement [61]	50,0	50,0	25,0	75,0	42,9	57,1
Soins de santé et assistance sociale [62]	20,5	79,5	38,8	61,2	20,0	80,0
Arts, spectacles et loisirs [71]	17,0	83,0	44,4	55,6	38,5	61,5
Services d'hébergement et de restauration [72]	15,4	84,6	14,3	85,7	46,0	54,0
Autres services (sauf les administrations publiques) [81]	19,8	80,2	26,1	73,9	53,6	46,4

Source(s) : Loi sur les déclarations des personnes morales (2503).

Note aux lecteurs

Sources de données et méthodologie

Le programme relatif à la Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM) vise à recueillir des données sur la situation financière et sur la propriété des entreprises qui exercent des activités commerciales au Canada, qu'il s'agisse d'entreprises publiques, d'entreprises privées ou d'entreprises publiques gouvernementales. Les entreprises qui font partie de l'échantillon sont celles dont les recettes brutes dépassent 200 millions de dollars pour un exercice, dont les actifs sont de plus de 600 millions de dollars ou dont la dette à long terme ou les capitaux propres détenus par les non-résidents ont une valeur comptable de plus de 1 million de dollars.

Cependant, bien que ces données servent à comprendre le statut de résidence nationale ou étranger des membres de conseils d'administration et des dirigeants, celles-ci ne fournissent aucune information sur le genre de ces personnes.

Un processus en deux étapes a été utilisé pour déterminer le genre des membres des conseils d'administration et des dirigeants.

Tout d'abord, les données ont été intégrées, dans la mesure du possible, avec les données sur le genre extraites du Dépôt d'enregistrements dérivés (DED), une base de données relationnelle dynamique nationale contenant uniquement les identifiants personnels de base des Canadiens et des Canadiennes. Le DED est créé en intégrant des renseignements issus de fichiers de données administratives dont dispose Statistique Canada, y compris le fichier maître des particuliers T1, dans le but de faciliter l'intégration des données provenant d'autres fichiers.

Ensuite, en ce qui a trait aux enregistrements pour lesquels il a été impossible d'établir un lien entre les différents fichiers de données, on a employé une méthode d'imputation probabiliste utilisant les renseignements disponibles sur les membres des conseils d'administration et les dirigeants.

Les données obtenues dans le cadre du programme relatif à la LDPM servent à évaluer l'étendue du contrôle étranger dans l'économie canadienne et sont résumées dans un rapport annuel au Parlement. Afin de diffuser les renseignements issus du programme relatif à la LDPM, Statistique Canada doit obtenir l'approbation du Parlement.

Définitions

Conseil d'administration : L'instance dirigeante d'une entreprise.

Cadre : Personne qui assume un rôle de direction et de prise de décisions stratégiques dans une entreprise et qui y contribue en tant qu'administrateur ou en tant que dirigeant.

Administrateur : Personne responsable de superviser les activités d'une entreprise et de prendre des décisions concernant cette entreprise.

Dirigeant : Personne responsable de la gestion des affaires courantes d'une entreprise.

Tableau

Le tableau de données utilisé pour cette analyse est accessible aujourd'hui (Tableau 33-10-0501-01 – Représentation des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration, par genre et par caractéristiques des entreprises).

Outil de visualisation

L'[Outil de visualisation : Représentation des femmes au sein des conseils d'administration et dans les postes de dirigeantes](#) est un outil analytique complet qui permet de présenter les variations annuelles observées quant à la représentation des femmes et hommes au sein des conseils d'administration au Canada.

Politique de révision

Des révisions statistiques ont lieu chaque année afin d'intégrer les données les plus récentes. Ces révisions se limitent généralement à l'année de référence précédente.

Périodiquement, des révisions exhaustives, qui dépassent généralement la portée des révisions régulières, pourraient être effectuées afin d'améliorer les méthodes d'estimation, d'intégrer des sources de données améliorées et d'introduire des changements conceptuels.

Sources des révisions

Les révisions des données pour l'année de référence 2019 découlaient en grande partie d'une mise à jour de l'ensemble de données de 2019 et d'améliorations apportées à la méthodologie employée. Ces révisions sont décrites ci-dessous. Par suite de ces révisions, de nouveaux renseignements de référence peuvent être obtenus grâce à l'utilisation de sources supplémentaires. L'utilisation de données fiscales a notamment permis de s'assurer que les unités respectaient, pour la grande majorité, les critères d'inclusion selon la Loi sur les

déclarations des personnes morales. En outre, les unités inactives au cours de l'année de référence ont été supprimées, d'après les fichiers de données administratives, de même que les unités déclarant des revenus fiscaux de moins de 30 000 \$. Les unités opérant dans les industries des Sociétés de portefeuille (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord [SCIAN] 551113) et des Sièges sociaux (SCIAN 551114) sont incluses même si elles ont déclaré des revenus fiscaux de moins de 30 000 \$.

Répercussions des révisions

Les données sur le genre des membres de conseils d'administration et des dirigeants pour l'année de référence 2019 ont été révisées. Par suite des révisions, le nombre d'administrateurs est passé de 22 605 à 17 890, tandis que le nombre de dirigeants est passé de 19 044 à 15 017. La proportion de femmes administratrices pour l'année de référence de 2019 est passée de 19,2 % à 20,5 %, tandis que celle de femmes dirigeantes est passée de 30,7 % à 30,6 %.

Prescription de divulgation

En vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, les entreprises cotées en bourse sont tenues de divulguer les renseignements sur le nombre de femmes au sein de leurs conseils ainsi que les renseignements sur leurs politiques, leurs cibles et leurs statistiques en matière de diversité relativement aux postes au conseil d'administration et à la haute direction, et ce, pour les quatre groupes visés par l'équité en matière d'emploi. Essentiellement, même si les sociétés publiques n'auront pas l'obligation d'adopter des politiques ou des quotas en matière de diversité, elles seront tenues de divulguer si elles l'ont fait ou non et, si ce n'est pas le cas, d'en expliquer la raison.

Tableaux disponibles : tableau [33-10-0501-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2503](#).

L'**Outil de visualisation : Représentation des femmes au sein des conseils d'administration et dans les postes de dirigeantes**, qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation de donnée (71-607-X)*, est maintenant accessible.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).